

## Le réveil des revendications régionalistes et nationalitaires au tournant des années 1968 : analyse d'une «vague» nationale

Tudi Kernalegenn

**Tudi Kernalegenn** : docteur en science politique, membre du Centre de recherches sur l'action politique en Europe (UMR 6051), Institut d'études politiques de Rennes

### Résumé :

L'émergence des revendications nationalistes (ou du moins la vigueur et les modalités de leur expression) est largement cyclique, prenant la forme de ce que l'on peut appeler des vagues nationales. Les années 1960-1970 se caractérisent par une vague nationale (ou nationalitaire) au sein même des États occidentaux, du Québec à l'Écosse, de la Bretagne à la Sardaigne. Trois causes principales permettent d'expliquer la résurgence simultanée des revendications des minorités territoriales : 1) les changements socio-culturels profonds provoqués par les Trente Glorieuses, qui obligent les groupes sociaux et les individus à réinterroger leur environnement dès lors qu'ils quittent la reproduction de l'existant ; 2) l'influence interne des luttes de décolonisation et anti-impérialiste, qui fragilisent l'État-nation et offrent un nouveau répertoire discursif ; 3) l'impact cognitif des luttes sociales des années 1960-1970 autour de Mai-68, qui ouvrent une fenêtre d'opportunité idéologique sans précédent, redéfinissant en profondeur le «légitime» et l'«illégitime».

**Mots-clés** : nationalisme, régionalisme, années 1960 et 1970, mouvement social

Constructions sociales récentes, les nations et les aspirations nationalistes qui les façonnent, ne sont pas apparues simultanément sur l'ensemble de la planète. Comme le suggère Benedict Anderson<sup>1</sup>, les revendications nationalistes sont largement cycliques, et semblent fonctionner par «vagues», qui se caractérisent par une temporalité relativement restreinte, une identité idéologique similaire et une géographie particulière. Quatre vagues principales semblent scander l'histoire de l'émergence des nations modernes.

Les premières nations modernes, produits du siècle des Lumières, et plus directement de la Révolution américaine (1776-1783) et de la Révolution française (à partir de 1789), apparaissent à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : les États-Unis et la France. La **première vague nationale** pour Benedict Anderson, qu'il qualifie d'«ère des pionniers créoles», est celle qui aboutit à l'indépendance des États d'Amérique latine au début du XIX<sup>e</sup> siècle, par le biais des guerres d'indépendance en Amérique du Sud (entre 1808/1810 et 1825/1833). Cette vague s'inscrit largement dans la dynamique des révolutions de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à plus d'un titre : au niveau conjoncturel les nations qui en sont issues tirent profit de l'invasion de l'Espagne par les armées napoléoniennes en 1808 pour s'émanciper de la métropole ; au niveau structurel et idéologique elle s'inspire très largement du processus d'indépendance des États-Unis et de la dynamique idéologique de la Révolution française<sup>2</sup>.

La **deuxième vague**<sup>3</sup>, déclenchée par le «printemps des peuples» autour de 1848<sup>4</sup>, est probablement la plus déterminante pour les nations sans État d'Europe, caractérisée par la «redécouverte»

des cultures populaires (du *Kalevala* finnois au *Barzaz Breiz* breton) puis par l'émergence des revendications nationales dans toute l'Europe<sup>5</sup>. Une double dynamique centripète (constitution de l'Italie et de l'Allemagne, politiques uniformisantes de la III<sup>ème</sup> République française à partir des années 1870, etc.) et centrifuge (émergence de velléités autonomistes puis indépendantistes en Hongrie, Irlande, Norvège ou encore Roumanie)<sup>6</sup> est à l'œuvre qui voit notamment l'implosion des Empires, dont les composantes aspirent à se constituer en États-nations, et l'affirmation d'un principe des nationalités basé tout particulièrement sur un argument d'affirmation politique et sociale des particularités culturelles. La conclusion, l'aboutissement, de cette vague est à bien des égards les Traités de Versailles (1919), Saint-Germain-en-Laye (1919) et du Trianon (1920), qui consacrent le principe des nationalités et aboutissent à la création de nombreux nouveaux États en Europe centrale et de l'Est, sur les décombres, tout particulièrement, de l'Autriche-Hongrie.

La **troisième vague** est constituée des mouvements de décolonisation qui, affirmant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, usant d'une rhétorique largement inspirée du champ discursif de la nation, aboutissent à ce qu'entre 1947 et 1963 la majeure partie des anciennes colonies d'Afrique et d'Asie obtient l'indépendance. Basés sur les frontières coloniales, aucun des nouveaux États n'est homogène ethniquement, incitant les nouveaux dirigeants à se lancer dans une politique de *nation-building*, ce qui n'est pas sans provoquer certaines tensions, notamment au Zaïre, avec la sécession du Katanga (1960-1963), et au Nigeria, avec la guerre du Biafra (1967-1970)<sup>7</sup>.

Une **quatrième vague** enfin, à partir de 1985-1989, est provoquée par la *glasnost* puis la crise du bloc communiste qui aboutit à l'éclatement de l'URSS et de la Yougoslavie en 1991 puis à la partition de la Tchécoslovaquie en 1992. Catalysée notamment par «l'éveil» des pays baltes, qui les premiers prennent leur indépendance<sup>8</sup>, cette vague se caractérise par des processus indépendantistes très rapides, bien que nombre des conflits nationaux qui en sont issus perdurent toujours.

## 1. Les années 1968 et la multiplication des revendications nationales

Une «vague» toutefois semble largement négligée par la littérature scientifique : le réveil des nations périphériques des années 1960 et 1970. Les études monographiques ne manquent certes pas, mais il n'existe que peu de réflexions globales et comparatives<sup>9</sup> permettant de comprendre pourquoi, au même moment, se produit la Révolution tranquille au Québec, le nouveau dynamisme des revendications nationalitaires en Europe occidentale (Bretagne, Catalogne, Pays de Galles, etc.), l'émergence d'une revendication autochtone en Nouvelle-Zélande, Australie ou aux États-Unis, la création de l'Organisation de Libération de la Palestine, etc.

Nous voudrions dès lors émettre l'hypothèse qu'une «vague» supplémentaire a débuté à la fin des années soixante, s'inspirant historiquement (en y cherchant notamment une filiation) très fortement des luttes de décolonisation, mais concernant cette fois directement l'intérieur des États qu'on pourrait qualifier d'économiquement développés (Europe de l'Ouest, Amérique du Nord, Australie et Nouvelle-Zélande principalement). Notons toutefois dès à présent que cette «vague» est de nature différente des autres en ce qu'elle n'aboutit à la création d'aucun État et que la plupart des mouvements qui l'animent n'ont d'ailleurs même pas cet objectif.

Plusieurs luttes nationales sont symboliques de cette vague, au-delà de leur diversité. Il en va ainsi du combat des Palestiniens pour la création d'un État palestinien. Cette lutte naît pleinement en 1964 avec la création de l'*Organisation de Libération de la Palestine* (OLP) et le début des

opérations armées. Mais c'est 1967 et la Guerre des Six Jours qui voit un réel tournant dans la lutte des Arabes contre le sionisme : le mouvement palestinien se durcit progressivement et prend un caractère national marqué<sup>10</sup>. L'intérêt pour la lutte du peuple palestinien naît et croît rapidement dans les milieux de la gauche alternative et de l'extrême gauche à partir de ce moment-là<sup>11</sup>. Plus largement, la lutte du peuple palestinien marque les esprits dans un contexte de résurgence des revendications nationalitaires. Lutte de décolonisation pour le droit d'un peuple à exister, le combat des Palestiniens se distingue assez nettement de la vague de décolonisation par son moment d'apparition, les années soixante, et surtout sa localisation au sein même d'un État appartenant au monde occidental (ou plutôt à ses frontières), Israël.

Aux frontières du monde musulman et du monde occidental également, les Kurdes - tout particulièrement en Turquie - connaissent aussi dans les années 1960-1970 une renaissance nationale sur des bases idéologiques nouvelles et promue par des acteurs nouveaux. Avec le développement de l'éducation, la sécularisation de la société kurde et la libéralisation socio-politique de la Turquie (1961-1971), ce sont désormais de jeunes intellectuels modernes plutôt que les leaders tribaux et religieux traditionnels, qui prennent l'ascendant dans le mouvement kurde, et ceci avec un langage socialiste<sup>12</sup>.

Autre lutte emblématique, le renouveau identitaire des Amérindiens aux États-Unis s'inspire très fortement du mouvement noir-américain<sup>13</sup> (cf. le slogan de «Red Power») qui s'était développé dès 1955. Les actions revendicatives se multiplient à partir des années soixante avec de nouvelles formes, de nouvelles revendications, une nouvelle idéologie (qui s'inscrit entre traditionalisme et modernité, avec un profond ancrage écologiste). C'est l'occupation de l'île d'Alcatraz, dans la baie de San Francisco, en 1969, qui marque, aux yeux de l'opinion publique, la (re)naissance de la revendication amérindienne. Celle-ci culmine en 1978 avec une Longue Marche de San Francisco à Washington<sup>14</sup>. Une résurgence synchronique des revendications, quoique moins spectaculaire, a lieu au Canada, que ce soit chez les Amérindiens ou les Métis<sup>15</sup>.

Les années 1960 marquent également une renaissance, sous une forme totalement différente, des revendications aborigènes en Australie, notamment à partir d'une série de longues marches (*Freedom Ride*) en 1965, organisées par un jeune leader, Charles Perkins, qui obtient le soutien des militants étudiants. Il s'agit d'attirer l'attention sur les discriminations dont sont victimes les aborigènes. L'apogée du mouvement a lieu en 1972 lorsqu'une tente - baptisée «ambassade aborigène» - est érigée sur la pelouse du parlement fédéral à Canberra, autour de slogans tels que «Si vous ne pouvez me laisser vivre aborigène, pourquoi prêcher la démocratie ?». L'occupation dure plusieurs mois. Une re-naissance artistique très vigoureuse a aussi lieu à partir de 1971, lancée de Papunya, au centre de l'Australie<sup>16</sup>.

C'est un mouvement totalement nouveau qui surgit aussi au sein des Maori en Nouvelle-Zélande à partir des années soixante, marqué par un vif regain culturel et un ancrage féministe (une bonne partie des animateurs du mouvement sont d'ailleurs des femmes, à l'instar de Whina Cooper) et écologiste prononcé. Les deux temps forts de ce mouvement nationalitaire ont lieu en 1975, avec la marche de 600 km entre Hapua (à la pointe nord du pays) et le parlement à Wellington, et en 1977, avec l'occupation par les Ngati Whatua (une tribu maorie) du site de Bastion Point (à Auckland) pendant 506 jours pour exiger la restitution de leurs terres<sup>17</sup>. De façon moins affirmée, notons que le Japon aussi est touché par un timide réveil identitaire des Aïnous au cours des années 1970<sup>18</sup>.

Autre lutte déterminante, le Québec connaît également une révolution cognitive, dans le contexte de

la Révolution tranquille des années 1960, qui prend notamment la forme d'une affirmation nationale nouvelle dans sa vigueur, sa radicalité et ses succès électoraux. Idéologiquement, la mouvance nationaliste se métamorphose profondément, et ceci de deux manières. D'abord en troquant une conception ethnoculturelle de la nation pour un projet territorial et «civique», ensuite en basculant complètement à gauche avant la fin de la décennie<sup>19</sup>. En 1968 est créé le Parti Québécois sous l'égide de René Lévesque. Le parti indépendantiste connaît rapidement ses premiers succès électoraux jusqu'à obtenir la majorité à l'Assemblée nationale du Québec en 1976<sup>20</sup>.

Enfin, l'Europe occidentale également est marquée par une résurgence simultanée de luttes régionalistes et d'émancipation nationale apparemment non liées directement les unes aux autres. Ce tournant des années 1960-1970 est particulièrement visible en France où, pour la première fois, la question des minorités périphériques est appropriée par la gauche de manière aussi visible. C'est de Bretagne et d'Occitanie essentiellement que vient ce nouveau dynamisme, avec des intellectuels tels que Morvan Lebesque et Robert Lafont, et la création de nouveaux partis nationalistes de gauche : Union Démocratique Bretonne (1964) en Bretagne, Lutte Occitane (1971) et Volèm Viure Al País (1974) en Occitanie. Les deux régions sont marquées également par un fort réveil culturel. Discrète au début de la période, la Corse à son tour redynamise les revendications nationalitaires dans l'hexagone à partir de 1975, avec les «événements d'Aléria», puis la création du Front de Libération Nationale de la Corse (1976), même si là aussi le tournant culturel et politique date de la fin des années 1960, avec la création notamment, en 1966, du Front Régionaliste Corse<sup>21</sup>.

Le Royaume-Uni est confronté dans les années 1960 à un triple réveil identitaire. Le plus violent et visible a lieu en Irlande du Nord. Malgré les discriminations dont sont victimes les catholiques depuis la partition de l'île, il faut attendre 1966/1968 pour qu'émerge un renouveau identitaire, sous une forme d'abord civique (Northern Ireland Civil Rights Association, People's Democracy), puis rapidement violente suite aux émeutes d'août 1969, qui provoquent la résurgence de l'IRA (Irish Republican Army), puis au Bloody Sunday du 30 janvier 1972. Pour leur part, le Pays de Galles et l'Écosse se caractérisent avant tout par les succès électoraux inédits des partis nationalistes, mais aussi, surtout au Pays de Galles, par un renouveau culturel et linguistique. Le parti nationaliste gallois Plaid Cymru y obtient son premier député en 1966, avant d'en obtenir trois en octobre 1974 (10,8 % des suffrages). L'émergence électorale du Scottish National Party en Écosse est encore plus impressionnante : si l'on excepte une élection partielle en 1945, le SNP n'obtient son premier député qu'en 1970, mais en obtient déjà onze en octobre 1974 (30,4 % des suffrages).

Après une intense répression et une marginalisation presque absolue durant les vingt premières années de la dictature franquiste, les revendications nationalistes commencent à réapparaître en Espagne à la fin des années 1950. La création d'ETA en 1959, et son ancrage à gauche à partir de 1962, donne un nouveau visage à la révolte basque. En 1968, l'organisation s'engage dans la lutte armée contre un double ennemi, le franquisme et le capitalisme, et fait ses premières victimes. Le réveil catalan, dans les années 1960, est plus pacifique mais tout aussi impressionnant, prenant la forme notamment d'un réveil culturel de grande ampleur autour de la langue catalane. La société civile se structure aussi précocement contre la dictature, dans le cadre de l'Assemblea de Catalunya, autour d'un programme fortement autonomiste. La réémergence de la question galicienne est plus timide. Après avoir pris une forme culturelle et linguistique dans les années 1960, elle se développe sous une forme plus politique à partir de 1972, notamment autour de l'UPG (Unión do Povo Galego), parti nationaliste galicien d'orientation marxiste-léniniste créé en 1964. Sous l'influence de ces trois mouvements, la transition démocratique en Espagne, à partir de 1975, reconnaît «le droit à l'autonomie des nationalités et régions qui la composent» (Constitution de 1978).

En Belgique également, les années soixante et soixante-dix se caractérisent par l'entrée remarquée de partis politiques communautaires et régionalistes dans le système politique : la Volksunie (fondée en 1954) en Flandre, le Rassemblement Wallon (créé en 1968 par la fusion de plusieurs partis wallons) en Wallonie, et le Front Démocratique des Francophones (formé en 1964) à Bruxelles. Leurs succès électoraux en 1965 et 1971 aiguisent le clivage linguistique et renforcent les forces centrifuges dans les partis traditionnels, qui se scindent tous sur des bases communautaires en l'espace d'une décennie : les chrétiens-sociaux en 1968, les libéraux en 1972, les socialistes en 1978. VU, le RW et le FDF jouent également un rôle crucial dans l'évolution de la Belgique vers le fédéralisme à partir de 1970.

Au final, rares sont les pays d'Europe occidentale épargnés par cette vague des années 1960-1970, tous ayant des minorités nationales en leur sein, si l'on excepte le Portugal<sup>22</sup> et l'Islande. Mentionnons ainsi encore le renouveau et la radicalisation du nationalisme sarde en Italie<sup>23</sup>, les succès du mouvement jurassien en Suisse qui réussit à obtenir la création d'un canton du Jura en 1974 (plébiscite) / 1979 (accession à la souveraineté)<sup>24</sup>, le mouvement frison aux Pays-Bas<sup>25</sup>, les revendications des Slovènes de Carinthie (Autriche)<sup>26</sup>, le mouvement sami en Scandinavie<sup>27</sup>, ou la nouvelle radicalité gauchisante du mouvement inuit, notamment au Groenland avec l'émergence de Inuit Ataqatigiit en 1976 et de Siumut en 1977<sup>28</sup>.

## **2. La vague des années 1960-1970 : hypothèses sur la temporalité**

Il y a donc une simultanéité de revendications nationales dans le monde occidental<sup>29</sup> dans les années 1960 et 1970 qui mérite bien le qualificatif de «vague». Il s'agit désormais d'essayer de comprendre cette simultanéité et cette temporalité. Plusieurs hypothèses peuvent être avancées. Mentionnons tout particulièrement les changements socio-culturels profonds provoqués par les Trente Glorieuses, les conséquences internes des luttes de décolonisation et l'impact cognitif des luttes sociales des années 1960-1970 autour de Mai-68 qui permet le développement général des mouvements identitaires d'émancipation.

### **2.1. Des changements socio-culturels profonds**

Les années 1950 et 1960, au cœur des Trente Glorieuses, sont un moment de croissance soutenue. Les mots d'ordre de ces années-là sont modernisation, progrès, bien-être matériel, rentabilité... Mais ce qui caractérise le plus cette période, c'est l'essor économique sans précédent et les profonds changements sociaux et sociétaux qui traversent tout le monde occidental<sup>30</sup>. Grâce à l'impact combiné de l'extension des réseaux mercantiles modernes et de l'arrivée des programmes sociaux du nouvel État providence, les régions périphériques connaissent une entrée dans la société de consommation (voitures, électricité, électroménager, téléphones, etc.) similaire à celle des régions plus centrales, quoique plus tardive<sup>31</sup>. Ces bouleversements de la vie quotidienne provoquent l'ébranlement des repères traditionnels, et posent les conditions sociales permettant un questionnement de la doxa nationale<sup>32</sup> et l'émergence de revendications régionales.

Les effets de cette modernisation économique sont renforcés par deux autres tendances sociales fortes de la période : l'urbanisation et la sécularisation rapide de la société. Ainsi, en France, la part de la population urbaine passe de 53,2 % en 1946 à 72,2 % en 1974<sup>33</sup>. Cette évolution, traduisant la déstructuration du monde rural traditionnel, est encore plus radicale dans nombre de régions minorisées, notamment lorsqu'on observe la population relevant du secteur primaire. Ainsi,

en Bretagne, la part du secteur primaire dans la population active passe de 40,52 % en 1962 à 16,54 % en 1982. En Galice, le phénomène est moins prononcé, mais reste toutefois remarquable, la part du secteur primaire passant de 67,74 % de la population active en 1960 à 48,6 % en 1981. Le taux d'urbanisation du Québec passe quant à lui de 66,8 % en 1951 à 80,6 % en 1971<sup>34</sup>.

La sécularisation de la société est, de son côté, le résultat de deux phénomènes : une pratique religieuse en recul constant et l'impact cognitif de Vatican II qui provoque une libération des consciences. Ainsi, aussi bien au Québec qu'en Acadie, les années 1960 voient la fin de l'emprise totalisante de l'Église catholique sur la société, la religion étant largement reléguée à la sphère privée<sup>35</sup>. L'autonomie de la réflexion religieuse laisse place à une multitude de référents idéologiques nouveaux.

Un autre élément important du bouleversement social qui traverse le monde occidental pendant les deux décennies qui précèdent mai 1968 est l'essor de la scolarisation. L'accroissement très rapide de la longueur des études (secondaire puis universitaire) touche toutes les couches sociales et s'étend également aux régions périphériques, avec des effets proportionnellement plus importants qu'ailleurs. Partout, des jeunes d'origine populaire deviennent les premiers de leur famille à faire des études supérieures<sup>36</sup>. Or, l'importance des jeunes d'origine rurale ou ouvrière à l'université, et donc dans les milieux de gauche qui s'y créent après 1968, y introduit de nouvelles valeurs. Aussi bien en Bretagne qu'en Galice ou en Acadie par exemple, les jeunes étudiants du début des années 1970 ont très fortement vécu la rupture culturelle qui a traversé le monde rural des années 1960. Cette rupture est parfois profonde au point d'être visible jusque dans la langue d'usage. Ainsi, les étudiants issus de la Basse-Bretagne, élevés dans un monde bretonnant, comprennent le breton mais ne le parlent pas. Conscients du traumatisme qu'ont vécu leurs parents et grands-parents, ils sont quant à eux dégagés du sentiment d'infériorité par leur formation universitaire, mais sont au contraire à la recherche de racines qui agiraient comme pôle de stabilité dans ce bouleversement social. Dans d'autres cas, bien qu'elle soit moins marquée sur le plan linguistique, la rupture s'étend à presque toutes les autres dimensions de la culture : habillement, musique, nourriture, etc.

La confrontation au monde (notamment via la télévision<sup>37</sup>) et au regard de l'autre (par exemple du fait du développement du tourisme<sup>38</sup>) enfin sont un autre vecteur de transformation sociétale particulièrement important dans les années 1950 et 1960, permettant la confrontation des sociétés périphériques à des valeurs nouvelles. John MacInnes insiste ainsi sur l'impact de l'arrivée de la télévision en Écosse pour produire à la fois un rapport direct au monde et un nouveau regard sur soi<sup>39</sup>.

Ainsi, les transformations des deux décennies qui ont précédé Mai 68 ont obligé des groupes sociaux et des individus à réinterroger leur environnement dès lors qu'ils quittaient la reproduction de l'existant. Face à la nouveauté, les cadres cognitifs préexistants n'étaient en effet plus adéquats, mais la réinterrogation n'était que le début d'un processus.

## **2.2. L'influence des luttes de décolonisation**

Les luttes de décolonisation des années 1950 ont très fortement ébranlé les métropoles européennes, et tout particulièrement la France, qui a été confrontée notamment à une guerre de décolonisation en Algérie. Cette guerre a provoqué une reconfiguration de la gauche française, qui a été obligée de questionner son attachement à l'indivisibilité et à l'uniformité de la République. C'est le cas tout particulièrement du Parti socialiste unifié, dont un des principaux points de désaccord avec la SFIO

(dont elle s'est scindée en 1958) était justement la question algérienne et le rejet du nationalisme de Guy Mollet, le dirigeant du parti. Mais la guerre d'Algérie est aussi un des points de départ d'une évolution vers la gauche d'une partie du mouvement breton. Ainsi, pour l'UDB, dont les principaux créateurs militaient au sein de l'UNEF, cette question est un des principaux points de la rupture avec le mouvement breton traditionnel<sup>40</sup>. L'impact de la guerre d'Algérie est encore plus important en Corse, l'installation par la France de 17 000 pieds-noirs sur l'île à partir de 1957 étant un facteur déterminant dans le développement du nationalisme corse<sup>41</sup>. Plus généralement, très présente encore dans les années 1960, la thématique de l'anticolonialisme<sup>42</sup> a amené un certain nombre de militants de gauche à s'interroger plus avant sur la question des minorités nationales<sup>43</sup>. Tout laisse donc à penser que la guerre d'Algérie a permis de débloquent la réflexion sur le territoire de la république française, suggérant en tout cas des parallèles chez certains militants et au sein de certains mouvements.

Si le Royaume-Uni fut ébranlé par l'indépendance de l'Inde, il ne fut pas confronté à une guerre aussi marquante que celle de l'Algérie, malgré la vague de décolonisation de la fin des années 1950 et du début des années 1960<sup>44</sup>. La décolonisation se fait en effet globalement de manière négociée et les liens avec la métropole ne sont en général pas coupés, via l'intégration dans le Commonwealth. La crise identitaire et l'impact cognitif de la décolonisation sont néanmoins réels au Royaume-Uni et dans le Commonwealth. L'identité britannique, jusqu'alors plus impériale que nationale, se retrouve en crise. L'Empire britannique était en effet un ciment puissant pour lier le Royaume-Uni<sup>45</sup>. Et nombre d'analystes observent une continuité entre la décolonisation et le réveil national en Irlande du Nord, Pays de Galles et Écosse<sup>46</sup>.

D'autres États, tels que l'Espagne, furent moins touchés directement par les décolonisations. En effet, l'Espagne avait perdu la majeure partie de ses colonies au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>47</sup>. Elle rétrocède la plupart de ses territoires marocains en 1956-1958, la Guinée équatoriale en 1968, Ifni en 1969, avant d'abandonner le Sahara occidental en 1975, mais sans qu'il en résulte de crise majeure en métropole.

La lutte anti-impérialiste ne se limite toutefois pas à la décolonisation. Une autre lutte cristallise en effet cette thématique au sein des gauches à la fin des années 1960 : le soutien à la lutte du peuple vietnamien contre l'«impérialisme américain». Des organisations spécifiques voient le jour, comme en France, avec la création du *Comité Vietnam National* (trotskysant) et des *Comités Vietnam de Base* (d'obédience maoïste), ou au Royaume-Uni, où la solidarité avec les Nord-Vietnamiens, organisée par la Vietnam Solidarity Campaign, est un combat fondamental pour l'extrême gauche. Au Québec, dès 1966, l'Union Générale des Étudiants du Québec (UGEQ) dénonce officiellement l'intervention américaine au Vietnam et met en place une dynamique de solidarité qui se révèle centrale dans la montée de la contestation étudiante des années 1966-1968. En Espagne, s'il n'y a pas d'organisation ni de mouvement social spécifique qui émerge en solidarité avec le Vietnam du Nord, ce combat n'en attire pas moins l'attention de toute la gauche clandestine, aussi bien nationaliste que communiste. On pourrait argumenter que la question vietnamienne est l'une des clés qui facilite l'alliance entre la lutte pour la décolonisation et celle contre l'impérialisme capitaliste, voire entre les mouvements nationalitaires et la gauche<sup>48</sup>.

Ce lien implicite prend de fait symboliquement la forme du transfert du champ lexical de la décolonisation à l'intérieur même des États occidentaux. En France, Michel Rocard, leader du Parti socialiste unifié, prône la «décolonisation de la province» en 1966, dénonçant le déséquilibre entre Paris et le reste du territoire français et préconisant un aménagement rigoureux et équilibré

du territoire. Plus radicale, la thèse du colonialisme intérieur est développée par l'occitaniste Robert Lafont en France<sup>49</sup>. Le concept lui permet d'expliquer le sous-développement régional par la dépossession des populations autochtones sur leur économie au profit d'intérêts économiques externes : c'est l'exploitation de la périphérie par le centre. Les régions qui en sont victimes, «régions prolétaires» (notamment la Bretagne, la Corse et l'Occitanie), se verraient condamnées, selon un «schéma colonial classique», à la production et à la vente des biens primaires et à l'achat des biens transformés. Le concept est largement utilisé par de nombreux groupes et intellectuels nationalitaires, que ce soit par l'UDB en Bretagne (où l'équation «Bretagne = colonie» structure le discours de l'UDB dès 1965), par Xosé Manuel Beiras en Galice, qui y introduit les thèses de Lafont (le concept sera largement repris dans les années 1970 par l'ensemble des gauches galiciennes, de l'UPG au PCG), ou encore par le Plaid Cymru au Pays de Galles et le PSd'Az en Sardaigne. De l'autre côté de l'Atlantique, la pensée de la décolonisation a également été structurante au Québec et en Acadie<sup>50</sup>.

### 2.3. Les luttes sociales des années 1968

S'inscrivant dans les changements socio-culturels des Trente Glorieuses, et dynamisés par l'impact des luttes de décolonisation, la fin des années 1960 et le début des années 1970 sont l'occasion d'une des principales «crises» idéologiques de nos sociétés. Face à ces bouleversements sociaux et à cette modernisation rapide, les années 1960 se caractérisent par une conflictualité généralisée dans le monde occidental, avec des conflits agraires, ouvriers mais aussi étudiants, anti-racistes<sup>51</sup>, etc. Cette conflictualité participe à l'émergence de nouveaux cadres cognitifs, amène à la réinterrogation de la société. De nouvelles idées, de nouvelles mouvances idéologiques et culturelles apparaissent, à l'instar de la Nouvelle Gauche ou *New Left*<sup>52</sup>, du mouvement hippie<sup>53</sup>, puis, dans la décennie suivante, de l'écologie politique.

Mai-68 n'est donc en rien un coup de tonnerre dans un ciel serein. C'est l'acmé d'une période de contestation sans précédent qui commence idéologiquement dans les campus californiens, s'étend en Italie, en Allemagne<sup>54</sup> avant de trouver son expression la plus forte et symbolique en France au cours des mois de mai et juin 1968. Il ne fait aucun doute que les événements français sont majeurs par leur ampleur et surtout par la conjonction d'une lutte étudiante et d'une grève ouvrière quasi générale. Le Mai français a fasciné toutes les gauches, tous les mouvements étudiants du monde occidental. Mais il ne faut pas oublier que 1968 c'est aussi l'année du Printemps de Prague, qui a eu un impact au moins aussi déterminant. Localisée géographiquement pour les épisodes les plus significatifs (mentionnons encore les manifestations estudiantines de Tokyo, impulsées par les militants de la Zengakuren, les émeutes de la Saint-Jean Baptiste à Montréal, ou encore le massacre de Tlatelolco au Mexique, le 2 octobre), 1968 n'en a pas moins été une rupture cognitive pour l'ensemble d'une génération, rendant possible les réélaborations idéologiques des années 1970. Cette fenêtre d'opportunité idéologique est largement saisie par toute une série de mouvements permettant l'affaiblissement de toutes les institutions idéologiques et la multiplication des groupes et individus aspirant à définir le légitime et l'illégitime (ce qui caractérise les «nouveaux mouvements sociaux» d'après Michael Freedman<sup>55</sup>).

De fait, souhaitons-nous suggérer ici, mai 1968 (au sens restreint mais aussi au sens large des «années 1968»<sup>56</sup>) a été la crise, l'ouverture de la structure des opportunités idéologiques, qui a permis la contestation de la doxa nationale étatique dans les territoires périphériques du monde occidental, et donc la réflexion en nouveauté sur la question nationale. Premier mouvement

social global et transnational depuis 1848, selon Giovanni Arrighi, Terence Hopkins et Immanuel Wallerstein<sup>57</sup>, mai 1968 a en effet marqué la France, bien entendu, mais globalement également l'ensemble des sociétés du monde occidental, quoique de manière différenciée, aussi bien en nature qu'en degré.

Comme l'ont mis en avant nombre d'auteurs, les mois de mai-juin 1968 se caractérisent plus par leur forme que par leur contenu. Ainsi, pour Bertaux, Linhart et Le Wita<sup>58</sup> (1988), le mouvement n'a pas de véritable contenu, n'est porteur d'aucun programme revendicatif réellement défini, «il est à lui-même sa propre raison d'être<sup>59</sup>», se nourrissant d'une forme particulière de pratique : la communication entre égaux<sup>60</sup>. Ce qui a rétrospectivement le plus marqué les participants d'après leur enquête c'est «la libération de la parole<sup>61</sup>». De même, Kristin Ross lit Mai-Juin 1968 avant tout comme une «crise du fonctionnalisme» : les étudiants cessèrent de fonctionner comme des étudiants, les travailleurs comme des travailleurs et les paysans comme des paysans<sup>62</sup>, et donc, pourrions-nous continuer, les «provinciaux» cessèrent de fonctionner comme des «provinciaux». Ou encore, Louis Gruel souligne qu'au principe de la rébellion de mai 1968 il y a eu un affaiblissement de l'objectivité du monde institué permettant la rupture de l'adhésion routinière à l'ordre des hommes et des choses<sup>63</sup>.

S'inspirant des travaux de Bernard Lacroix, Pierre Bourdieu et Michel de Certeau, Boris Gobille quant à lui parle d'un «rire de Mai<sup>64</sup>» qui «en dénaturant l'ordre symbolique et en donnant aux vocations d'hétérodoxie le droit d'intervenir dans la cité, [...] contribue à politiser, c'est-à-dire à soustraire à la fatalité, ce qui auparavant, tenu pour acquis, échappait à l'espace de la délibération publique<sup>65</sup>». Pour lui donc, la spécificité de Mai 68 réside dans le fait que la révolte démasque «l'arbitraire des conventions quotidiennes», selon la formule de Bernard Lacroix<sup>66</sup>, ne se contente pas de proposer une alternative à l'ordre existant mais «attaque les fondements normatifs même grâce auxquels, sur de multiples scènes sociales [...] s'imposait une hiérarchisation du monde social [...] entre dominants et dominés, professionnels et profanes, entre le "normal" et le "déviant", le légitime et l'illégitime<sup>67</sup>». Ainsi, en dévoilant, ou prétendant dévoiler, l'arbitraire des normes qui régissent et régulent l'ordre social, d'autant plus prégnantes qu'elles sont naturalisées comme allant de soi (c'est-à-dire de l'ordre de la doxa dirions-nous), le mouvement critique de Mai-Juin 68 aurait travaillé à délégitimer ce qui se présentait et était perçu auparavant comme légitime. Mai 68 aurait donc été aussi, de manière inconsciente souvent, une «légitimation de l'illégitime<sup>68</sup>», une ouverture à la parole hétérodoxe. «Rupture d'intelligibilité» défiant les croyances les plus solides, l'événement force ses acteurs à la découverte de l'altérité et du caractère inopérant en situation de leurs grilles de lecture habituelles<sup>69</sup>. À ce propos Michel de Certeau parle de «la joyeuse expérience d'une transgression créatrice de communauté<sup>70</sup>», qui suscite une réinvention des identités collectives hors des catégories politiques éprouvées des générations précédentes : les années suivant 1968 seront celles du front de libération des jeunes, du mouvement de libération des femmes, du front de libération des homosexuels, de la résurgence des mouvements nationalitaires, etc.<sup>71</sup>

## Conclusion

Prenant à contre-pied le monde académique d'alors qui, autour des théories diffusionnistes de la «communication sociale», postulaient l'intégration inéluctable des États-nations<sup>72</sup> et renvoyaient les nationalismes régionaux à une «révolte contre la modernité<sup>73</sup>», les années 1960 et 1970 sont marquées par une vague nationale à l'intérieur même des États-nations occidentaux. Celle-ci touche

simultanément tous les pays comprenant des minorités territoriales. Trois hypothèses expliquent la temporalité de cette résurgence nationale : les changements socio-culturels profonds apportés par les Trente Glorieuses (entrée dans la société de consommation, effondrement du monde rural traditionnel, essor de la scolarisation, sécularisation accélérée par Vatican II, intégration cognitive dans un monde globalisé par les médias et le tourisme) ; l'impact interne des luttes de décolonisation et des luttes anti-impérialistes ; la rupture cognitive de 1968 qui crée une ouverture de la structure des opportunités idéologiques.

On ne peut toutefois que remarquer que cette vague nationale, contrairement aux autres, ne débouche sur aucun nouvel État<sup>74</sup>. Profondément inscrite dans la modernité, dont elle est un produit, cette vague se caractérise par un ancrage dans les mouvements sociaux des années 1970, et notamment une porosité forte aux idées des gauches alternatives, du mouvement écologiste – qu'elle participe d'ailleurs à construire –, et du féminisme. De fait, mais ceci mériterait d'être étayé, suscitée par le matérialisme et le consumérisme, cette vague se rattache largement à une vision post-matérialiste du monde. Est-elle également post-souverainiste ? Clairement, cette vague, contemporaine de l'affirmation de la construction européenne, repense les notions même d'État et de souveraineté. Pour autant, les conclusions sont loin d'être uniformes. Alors qu'en certains territoires, la revendication indépendantiste se renforce, comme en Sardaigne, au Pays basque ou au Québec (où un premier référendum d'autodétermination est d'ailleurs organisé en 1980), la majeure partie des mouvements caractéristiques de cette vague semble aspirer plus à une redistribution territoriale du pouvoir qu'à la constitution d'un nouvel État-nation indépendant. Ainsi, la Volksunie flamande se range dans les années 1970 au concept de fédéralisme, laissant momentanément de côté le rêve d'un État flamand indépendant et participant même au gouvernement de l'État fédéral en 1977-1978. De même, en Écosse, le SNP atténue quelque peu son agenda indépendantiste, favorisant provisoirement une revendication gradualiste en faveur de la dévolution<sup>75</sup>. De gauche ? Écologiste ? Post-matérialiste ? Post-souverainiste ? Sur tous ces points, il conviendrait de mieux étudier l'identité même de cette vague, sa contribution idéologique, maintenant que son existence et ses causes ont été esquissées.

Les années 1980 marquent la fin d'une période<sup>76</sup>, avec un recul quasi-généralisé du dynamisme nationalitaire<sup>77</sup>. D'un côté, les échecs de référendums (Écosse, Pays de Galles, Québec) créent des crises dans le mouvement nationaliste, de l'autre côté, certaines avancées institutionnelles (Espagne, France) désamorcent partiellement les revendications nationalistes. Le développement de la crise économique, provoquant une frilosité vis-à-vis des changements institutionnels, l'intégration des acteurs de cette vague nationale dans le jeu politique traditionnel, lui font perdre son élan, sa spécificité. Pour autant, nombre des acteurs émergés ou redynamisés au cours de cette période occupent encore un rôle central dans leur mouvance aujourd'hui. Mieux comprendre la vague nationale des années 1960-1970 est donc essentiel pour appréhender correctement les revendications nationalitaires contemporaines.

## Notes

<sup>1</sup> ANDERSON (B.), *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2002 [1<sup>ère</sup> édition, version anglaise : 1983].

<sup>2</sup> Ainsi, Francisco de Miranda, héros de l'indépendance vénézuélienne, participe à la Révolution française (proche des Girondins, il fut notamment général dans l'armée de Dumouriez, et prend part à la bataille de Valmy). GUERRA (F.-X.) coord., « L'Amérique latine face à la révolution

française, tome 1. L'époque révolutionnaire : adhésions et rejets », *Caravelle*, n° 54, 1990 ; GUERRA (F.-X.) coord., « L'Amérique latine face à la révolution française, tome 2. L'héritage révolutionnaire : une modernité de rupture », *Cahiers des Amériques latines*, n° 10, 1990.

3 À bien des égards, cette vague est peut-être trop large par rapport aux autres. Elle est constituée de deux sous-vagues, qui devraient peut-être être considérées comme des vagues à part entière ; la première autour de 1848 (le « printemps des peuples » proprement dit, qui se caractérise en Europe occidentale par un réveil avant tout culturel) et la deuxième au tournant du XX<sup>ème</sup> siècle (qui se caractérise en Europe occidentale par l'émergence des premiers vrais partis politiques ethno-régionalistes, tels que le Partido Nacionalista Vasco en 1895 et l'Union Régionaliste Bretonne en 1898).

4 L'année 1848 peut symboliser à bien des égards la transition de la phase A (dite d'« intérêt académique ») à la phase B (dite d'« agitation nationale ») de la dynamique de création des nations selon Miroslav Hroch, tout particulièrement en Europe orientale. HROCH (M.), *Social Preconditions of National Revival in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

5 Cf. tout particulièrement THIESSE (A.-M.), *La création des identités nationales, Europe XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 2001 [1<sup>ère</sup> édition : 1999].

6 Les deux tendances peuvent d'ailleurs coexister, comme au Canada où la forte tendance centripète qui aboutit à la Confédération canadienne en 1867 est nuancée par une montée en force du nationalisme canadien-français dans les années 1860-1880, sous une mouture désormais conservatrice, clérico-centrée et traditionaliste qui va perdurer jusqu'aux années 1950.

7 MALOBA (W.), « Nationalist movements », in ZELEZA (P. T.), EYOH (D.) (dir.), *Encyclopedia of XX<sup>th</sup> Century African History*, London & New York, Routledge, 2003, p. 382-389 ; FALOLA (T.), *Nationalism and African Intellectuals*, Rochester, University of Rochester Press, 2001.

8 NIES (S.), *Les États baltes, une longue dissidence*, Paris, Armand Colin, 2004.

9 Mentionnons toutefois les travaux de Michael Keating, notamment KEATING (M.), *State and regional nationalism. Territorial politics and the European State*, New York & London, Harvester-Wheatsheaf, 1988 ; KEATING (M.), *Nations against the State. The New Politics of Nationalism in Quebec, Catalonia and Scotland*, London, MacMillan Press Ltd, 1996 ; KEATING (M.), *The new Regionalism in Western Europe : Territorial Restructuring and Political Change*, Cheltenham (UK), Edward Elgar Publishing Ltd, 1998.

10 Il est à remarquer que ce n'est qu'en décembre 1970 que l'Assemblée générale des Nations Unies reconnaît l'existence du « peuple palestinien ». Cf. BARON (X.), *Les Palestiniens. Genèse d'une nation*, Paris, Seuil, 2000.

11 BOURSEILLER (C.), *Les maoïstes. La folle histoire des gardes rouges français*, Paris, Plon, 1996, p. 74, 113 & 219 ; RAVENEL (B.), « PSU : la recherche de l'équité », *Confluences Méditerranée*, n° 72, hiver 2009-2010, p. 103-106.

12 YAVUZ (M. H.), « Five Stages of the Construction of Kurdish Nationalism in Turkey », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 7, n° 3, Autumn 2001, p. 1-24.

13 Mouvement noir qui était lui-même, à ses débuts, substantiellement imbriqué dans la vague de décolonisation de l'Afrique, avec de nombreux allers-retours et emprunts entre les acteurs de part et d'autre de l'Atlantique.

14 DELANOË (N.), ROSTKOWSKY (J.), *Les Indiens dans l'Histoire américaine*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1991 ; SMITH (P. C.), WARRIOR (R. A.), *Like a Hurricane. The Indian Movement from Alcatraz to Wounded Knee*, New York, The New Press, 1996 ; ROSTKOWSKI (J.), *Le renouveau indien aux États-Unis. Un siècle de reconquêtes*, Paris, Albin Michel, 2001.

15 Voir la contribution de Nathalie Kermoal dans ce numéro. Cf. également PALMER (B. D.),

*Canada's 1960s : The Ironies of Identity in a Rebellious Era*, Toronto, University of Toronto Press, 2009.

16 GINSBURG (F.), MYERS (F.), «A History of Aboriginal Futures», *Critique of Anthropology*, vol. 26, n° 1, 2006, p. 27-45 ; GOOT (M.), ROWSE (T.), *Divided nation ? Indigenous affairs and the imagined public*, Melbourne, Melbourne University Press, 2007.

17 WALKER (R.), *Struggle without end*, Auckland, Penguin books, 1990.

18 BUKH (A.), «Ainu Identity and Japan's Identity : The Struggle for Subjectivity», *The Copenhagen Journal of Asian Studies*, vol. 28-2, 2010, p. 36-53 ; SJÖBERG (K.), *The Return of the Ainu. Cultural mobilization and the practice of ethnicity in Japan*, Amsterdam, Harwood academic publishers, 1993.

19 DION (L.), *La révolution déroutée, 1960-1976*, Montréal, Boréal, 1998 ; GÉLINAS (X.), *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007.

20 Voir par exemple : MANN (S.), *The Dream of Nation : A Social and Intellectual History of Quebec*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2002 ; SARRA-BOURNET (M.) dir., *Les nationalismes au Québec du XIX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2001 ; ROY (F.), *Histoire des idéologies au Québec aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Montréal, Boréal, 1993.

21 CRETTEZ (X.), SOMMIER (I.) dir., *La France rebelle*, Paris, éditions Michalon, 2006.

22 À noter toutefois qu'en 1976 Madère et les Açores obtiennent un statut d'autonomie.

23 Voir la contribution de Carlo Pala dans ce numéro.

24 VOUTAT (B.), «Objectivation sociale et mobilisations politiques. La Question nationale dans le Jura suisse», *Revue Française de Science Politique*, vol. 46, n° 1, p. 30-51, 1996.

25 PENROSE (J.), «Frisian Nationalism : a Response to Cultural and Political Hegemony», *Environment and Planning D - Society and Space*, vol. 8, n° 4, 1990, p. 427-448 ; HEMMINGA (P.), «The Fryske Nasjonale Partij : Frisian and Federal in the Netherlands», in DE WINTER (L.), GÓMEZ-REINO (M.) et LYNCH (P.) ed., *Autonomist Parties in Europe : Identity Politics and the revival of the territorial cleavage*, Barcelona, IPSO, 2006.

26 ANDERSON (M.), «The Renaissance of Territorial Minorities in Western Europe», *West European Politics*, vol. 1, n°2, mai 1978, p. 128-143.

27 TÄGIL (S.) ed., *Ethnicity and Nation Building in the Nordic World*, Carbondale (IL), Southern Illinois University Press, 1995.

28 ACKRÉN (M.), LINDSTRÖM (B.), «Autonomy development, irredentism and secessionism in a Nordic context», *Commonwealth and Comparative Politics*, vol. 50, n° 4, 2012, p. 494-511.

29 Voire même au-delà, comme en témoigne, par exemple, l'émergence au même moment d'une revendication nationale spécifique à Taiwan. Cf. SIMON (S.), FONTAINE (M.), «Un moment propice : l'émergence du nationalisme taïwanais pendant les années 1960-1970», intervention dans le cadre de l'atelier *La vague nationale des années 1960 et 1970 : continuités, transformations et ruptures* du Congrès annuel de la Société québécoise de science politique, Université d'Ottawa, 23-25 mai 2012.

30 MENDRAS (H.), *La Seconde Révolution française (1965-1984)*, Paris, Gallimard, 1994. Les dépenses alimentaires absorbaient près de la moitié du revenu des ménages dans le monde occidental en 1950, mais elles n'en représentaient plus que le tiers en 1960 et seulement un cinquième en 1980. Cf. BERSTEIN (S.), MILZA (P.), *Histoire du XX<sup>e</sup> siècle, tome 2. Le monde entre guerre et paix (1945-1973)*, Paris, Hatier, 1996. Voir aussi COHEN (L.), *A Consumer's Republic : The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Knopf, 2003.

31 Pour une étude de cas très parlante sur les changements occasionnés à l'échelle micro en Acadie (Nouveau-Brunswick), voir JOHNSON (D.), «Merchants, the State and the Household :

Continuity and change in a 20<sup>th</sup>-Century Acadian fishing village», *Acadiensis*, vol. 29, n° 1, 1999, p. 57-75. En utilisant une approche micro-historique, il montre comment des villages de pêche isolés ont été touchés par certaines évolutions simultanées : (1) l'influx de capitaux grâce aux programmes sociaux (allocations familiales, assurance chômage, etc.), (2) l'arrivée de grandes chaînes de magasins d'alimentation et autres dans la région et (3) la généralisation des voitures (qui permettaient tant le travail que les achats en ville). Il en est résulté un déclin rapide de la petite production (artisanale, agricole), mais aussi une baisse de la dépendance vis-à-vis des compagnies de pêche qui dominaient la vie économique du village.

**32** C'est-à-dire le discours dominant et méconnu comme tel, selon P. Bourdieu ; «tout l'ensemble de ce qui est admis comme allant de soi». BOURDIEU (P.), *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1984, p. 83.

**33** BERSTEIN (S.), *La France de l'expansion. I. La République gaullienne 1958-1969*, Paris, éditions du Seuil, 1989, p. 186.

**34** LINTEAU (P.-A.), DUROCHER (R.), ROBERT (J.-C.) et RICARD (F.), *Histoire du Québec contemporain. Tome 2. Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989, p. 277.

**35** BELLIVEAU (J.), BOILY (F.), «Deux révolutions tranquilles ? Transformations politiques et sociales au Québec et au Nouveau-Brunswick (1960-1967)», *Recherches sociographiques*, vol. 46, n° 1, 2005, p. 11-34.

**36** Comme le souligne très justement Louis Gruel, les jeunes investis dans Mai-68 (en France et plus particulièrement en Bretagne) se caractérisent largement par une trajectoire sociale (et tout spécialement scolaire) ascendante. GRUEL (L.), *La Rébellion de 68. Une relecture sociologique*, Rennes, PUR, 2004.

**37** Si en 1962, seuls 5,7 % des ménages bretons avaient la télévision (18,6 % en France), ce pourcentage était déjà de 64,6 % en 1971 (72 % en France) et 93,8 % en 1986 (92,8 % en France). Source : SAINCLIVIER (J.), *La Bretagne de 1939 à nos jours*, Rennes, Éditions Ouest France, 1989, p. 221 et 426.

**38** Ainsi, comme le souligne Rafael Abella, le tourisme de masse fut le déclencheur d'une véritable révolution culturelle en Espagne, brisant les tabous de la pudibonderie et du moralisme franquiste (rapport au corps, relations hommes-femmes, conception de la famille, etc.), introduisant les goûts musicaux et vestimentaires en vogue dans le reste de l'Europe. Pour toute une génération, les touristes furent une des clés pour prendre conscience d'une autre façon de vivre, pour réveiller une aspiration à la liberté. Cf. ABELLA (R.), *La vida cotidiana bajo el régimen de Franco*, Madrid, Temas de Hoy, 1996 (1<sup>ère</sup> édition : 1984).

**39** MACINNES (J.), «The Broadcast media in Scotland», *Scottish Affairs*, n° 2, 1993.

**40** NICOLAS (M.), *Histoire de la revendication bretonne*, Spézet, Coop Breizh, 2007. La SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) était le nom du Parti Socialiste français jusqu'en 1969 ; l'UDB (Union démocratique bretonne), créée en 1964, est le principal parti autonomiste en Bretagne ; l'UNEF (Union nationale des étudiants de France) est le principal syndicat étudiant en France.

**41** CRETTEZ (X.), *La question Corse*, Bruxelles, Complexe, 1999.

**42** Développée notamment par des auteurs tels que Frantz Fanon ou Albert Memmi, qui eurent une certaine influence sur une partie de la gauche française, mais aussi sur les mouvements nationalistes. Cf. notamment, pour le cas breton : PIRIOU (Y.-B.), «Usage spontané et usage littéraire du breton», *Les Temps Modernes* n°324-326, 1973, p. 208.

**43** Michael Keating y trouve une origine dans la rhétorique des défenseurs de l'Algérie française, qui ont volontairement assimilé décolonisation et démembrement du territoire métropolitain.

KEATING (M.), «Do the Workers Really Have No Country? Peripheral Nationalism and Socialism in the United Kingdom, France, Italy and Spain», in COAKLEY (J.) (dir.), *The Social Origins of Nationalist Movements: The Contemporary West European Experience*, London, Sage, 1992, p. 62-80.

44 Le processus de décolonisation va principalement de 1947 (Inde) à 1968 (Swaziland).

45 ROBBINS (K.), «The United Kingdom as a multi-national state», in BERAMENDI (J. G.), MÁIZ (R.), NUÑEZ (X. M.) (dir.), *Nationalism in Europe Past and Present*, Santiago de Compostela, Universidade de Santiago de Compostela, 1994, p. 314 ; URWIN (D. W.), «Territorial structures and political developments in the United Kingdom», in ROKKAN (S.), URWIN (D. W.) (dir.), *The politics of territorial identity. Studies in European regionalism*, London, Sage, 1982, p. 67 ; HARVIE (C.), «The moment of British nationalism, 1939-1970», *Political Quarterly*, vol. 71, n° 3, 2000, p. 328-340 ; COLLEY (L.), *Britons : forging the nation, 1707-1837*, London, Vintage, 1996 [1<sup>ère</sup> édition : 1992]. Paul Ward nuance toutefois la crise de la fin de l'Empire en suggérant que le processus de décolonisation a été globalement lu comme la continuation normale de la colonisation, l'aboutissement logique de la «promesse coloniale», confirmant donc aux yeux des Britanniques leur capacité à toujours agir correctement. Il n'en accepte pas moins l'idée que les années 1950-1960 représentent un tournant déterminant pour l'identité britannique et la perception de la légitimité de l'État central, qui ira ensuite en s'affaiblissant. Cf. WARD (P.), «Call Yourself British ? National identity in the United Kingdom in the twentieth century», *Cycnos*, vol. 25, n° 2, 2008.

46 Voir notamment MARX (R.), *La Grande-Bretagne et le monde au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Masson, 1986 ; LEMONNIER (B.), *The Wilson Years. Évolution politique, économique, sociale et culturelle de la Grande-Bretagne de 1964 à 1970*, Paris, Éditions Messene, 1998.

47 Ce qui provoque d'ailleurs une profonde crise en 1898, au moment de la perte de Cuba et des Philippines, qui avait catalysé les nationalismes périphériques.

48 Ainsi, si l'UGEQ avait fait de l'année académique 1967-1968 «l'Année Vietnam», le syndicat décrète que l'année académique 1968-1969 sera «l'Année Québec». Un document émis pour l'occasion par le Bureau des Affaires internationales de l'UGEQ, portant le titre Année Québec - La question nationale, contient un énoncé politique sur la souveraineté du Québec. Résolument nationaliste, il met l'accent sur le droit à l'autodétermination de tous les peuples et à l'émancipation des pays du Tiers-Monde. Ce document témoigne clairement de la volonté de l'UGEQ d'internationaliser la question nationale et de lier la situation du Québec à celle des pays du Tiers-Monde, particulièrement du Vietnam. «Nous avons revendiqué l'émancipation des pays du Tiers-Monde, le temps est venu de se pencher sur notre situation spécifique et plus particulièrement sur notre statut politique présent et futur», clame le document. D'ailleurs, l'exécutif de l'UGEQ prend position pour l'indépendance du Québec au début de 1969. Voir LAMARRE (J.), «"Au service des étudiants et de la nation". L'internationalisation de l'Union générale des étudiants du Québec (1964-1969)», *Bulletin d'Histoire Politique*, vol. 16, n° 2, 2008.

49 LAFONT (R.), *La révolution régionaliste*, Paris, Gallimard, 1967. Le concept sera aussi développé par le théoricien du nationalisme Michael Hechter, qui l'appliquera à l'analyse du développement de la question nationale au Royaume-Uni. Cf. HECHTER (M.), *Internal colonialism, the Celtic fringe in British national development, 1536-1966*, Berkeley, University of California Press, 1975 (réédité en 1999, New Brunswick (NJ), Transaction).

50 Il est intéressant de noter que c'est un professeur de sociologie breton, Alain Even, qui a le plus facilité l'émergence de cette interprétation chez les étudiants de Moncton à la fin des années 1960. BELLIVEAU (J.), *Entre le social et le national : le moment 1968 et la réinvention de l'Acadie*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2013 (à paraître) ; cf. également MILLS (S.), *Contester*



*l'empire - pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal (1963-1972)*, Montréal, Éditions Hurtubise, 2011.

51 Cf. par exemple MCADAM (D.), *Freedom Summer*, New York & Oxford, Oxford University Press, 1988.

52 THOMPSON (W.), «The New Left in Scotland», in MACDOUGALL (I.) (dir.), *Essays in Scottish Labour history*, Edinburgh, John Donald Publishers, 1978 ; RUSTIN (M.), «The New Left as a Social Movement», in ARCHER (R.) (dir.), *Out of Apathy : Voices of the New Left Thirty Years On*, London, Verso, 1989 ; CHUN (L.), *The British New Left*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 1993 ; GILCHER-HOLTEY (I.), «La contribution des intellectuels de la Nouvelle Gauche à la définition du sens de Mai 68», in DREYFUS-ARMAND (G.), FRANK (R.), LÉVY (M.-F.), ZANCARINI-FOURNEL (M.) (dir.), *Les années 68 : Le Temps de la Contestation*, Bruxelles, Complexe, 2000.

53 BOUYXOU (J.-P.), DELANNOY (P.), *L'aventure hippie*, Paris, 10/18, 2004.

54 Ainsi, en 1967, des dizaines de milliers d'Allemands, étudiants et syndiqués, s'étaient opposés aux Notstandsgesetze («lois d'urgence») au cours de «l'été chaud». L'attentat contre Rudi Dutschke, principal porte-parole du mouvement étudiant allemand, le 11 avril 1968, renforce la dynamique protestataire en Allemagne de l'Ouest (les «émeutes de Pâques»), et notamment à Berlin-Ouest.

55 FREEDEN (M.), «Editorial: Political ideology at century's end», *Journal of political ideologies*, vol. 5, n° 1, 2000, p. 5-15.

56 Si au sens restreint, l'expression «Mai 68» renvoie aux mobilisations contestataires (étudiantes, ouvrières, etc.) des mois de mai et juin 1968 en France, au sens large elle peut renvoyer à la période de contestations sociales et de mutations sociétales radicales qui entourent l'année 1968 dans le monde occidental. Il faut néanmoins remarquer, à l'instar de Dreyfus-Armand *et alii*, que cette conception large n'implique pas un lien de causalité déterministe entre les mutations des deux décennies concernées (la période commence selon les auteurs en 1958, 1962, voire 1966, pour finir en 1974, 1978 voire 1981) et les événements de 1968, qui en constituent l'acmé et le ressort. DREYFUS-ARMAND (G.), FRANK (R.), LÉVY (M.-F.), ZANCARINI-FOURNEL (M.) (dir.), *Les années 68 : Le Temps de la Contestation*, Bruxelles, Complexe, 2000.

57 ARRIGHI (G.), HOPKINS (T.), WALLERSTEIN (I.), *Antisystemic movements*, Londres & New York, Verso, 1989.

58 BERTAUX (D.), LINHART (D.), LE WITA (B.), «mai 1968 et la formation de générations politiques en France», *Le Mouvement social*, n° 143, 1988.

59 *Ibid.*, p. 85. Ce qui mériterait quand même d'être fortement nuancé : aussi bien dans les universités que dans les usines existaient des revendications (de la mixité dans les cités universitaires au refus de la robotisation dans les usines).

60 Ils démontrent de manière convaincante comment un mode communicationnel horizontal et dialogique remplace un mode communicationnel vertical et hiérarchique à la faveur d'un affaiblissement brutal de la structure d'autorité.

61 *Ibid.*, p. 81.

62 ROSS (K.), *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Paris, Éditions Complexe, 2005 [1<sup>ère</sup> édition : 2002].

63 GRUEL (L.), *op. cit.*

64 Il emprunte l'expression à Pierre Bourdieu (2002, p. 62).

65 GOBILLE (B.), «La vocation d'hétérodoxie», in DAMAMME (D.) *et alii*, *Mai-Juin 68*, Ivry-sur-Seine, Les éditions de l'atelier, 2008, p. 288.

66 LACROIX (B.), «1968, 1995 : question de point de vue», *Scalpel*, vol. 4-5, 1999, p. 5-6.

67 GOBILLE (B.), «Introduction», in DAMAMME (D.) *et alii*, *op. cit.*, p. 21.

68 *Ibid.*, p. 22.

69 GOBILLE (B.), «La vocation d'hétérodoxie», in DAMAMME (D.) *et alii*, *op. cit.*, p. 288.

70 DE CERTEAU (M.), *La prise de parole*, Paris, Le Seuil, 1994 [1<sup>ère</sup> édition : 1968], p. 35.

71 BERTAUX (D.), LINHART (D.), LE WITA (B.), *op. cit.*, p. 78.

72 DEUTSCH (K. W.), *Nationalism and social communication*, Cambridge (Mass.), The MIT Press, 1966 (1<sup>ère</sup> éd. : 1953).

73 LIPSET (S. M.), «The revolt against modernity», in TORSVIK (P.) ed., *Mobilization, Center-periphery Structures and Nation-building*, Oslo, Universitetsforlaget, 1981.

74 Elle se caractérise néanmoins par de nombreuses réformes institutionnelles et administratives, sous la forme de décentralisations ou d'octroi ou renforcement de statuts d'autonomie.

75 HEPBURN (E.), «Degrees of Independence: SNP Thinking in an International Context», in HASSAN (G.) ed., *The Modern SNP: From Protest to Power*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2009.

76 WATSON (M.) ed., *Contemporary minority nationalisms*, London and New York, Routledge, 1990.

77 La Belgique étant à cet égard une exception notable.

PDF généré automatiquement le 2020-06-24 13:48:39

Url de l'article : <https://popups.uliege.be:443/1374-3864/index.php?id=1195>